

Le Groupe Financier Banque TD clôt son troisième trimestre avec d'excellents résultats et augmente le dividende

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

- Le revenu dilué par action comme présenté¹ s'est établi à 0,86 \$ contre 0,73 \$ pour le troisième trimestre du dernier exercice.
- Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels² a atteint 1,01 \$ en regard de 0,91 \$ il y a un an.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté s'est dégagé à 18,4 % par rapport à 17,1 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 21,7 % contre 21,4 % pour la période correspondante du dernier exercice.
- Le revenu net comme présenté a été de 584 millions de dollars comparativement à 501 millions de dollars il y a un an.
- Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 683 millions de dollars en regard de 620 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le revenu dilué par action comprend aussi l'élément qui suit :

- La reprise, pour le portefeuille de prêts secondaires, de provisions sectorielles de 65 millions de dollars après impôts et taxes (10 cents par action).

TORONTO – 26 août 2004 – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2004. Les résultats du trimestre reflètent la croissance soutenue des revenus des Services bancaires personnels et commerciaux et l'excellente performance de Gestion de patrimoine et des Services bancaires en gros. La Banque a également annoncé pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2004 une hausse de 2 cents du dividende trimestriel pour le porter à 36 cents, soit 5,9 % de plus par action ordinaire entièrement libérée. Ce dividende sera versé le ou après le 31 octobre 2004.

«La Banque a dégagé des résultats solides à l'échelle de l'entreprise au cours du troisième trimestre, atteignant ainsi son objectif d'obtenir des revenus stables et soutenus dans ses trois secteurs d'activité, a dit W. Edmund Clark, président et chef de la direction du Groupe Financier Banque TD. La deuxième hausse du dividende au cours de l'exercice démontre la confiance du conseil d'administration quant à la constance de nos revenus ainsi que notre engagement à livrer une valeur aux actionnaires.» M. Clark a aussi souligné que le capital de catégorie 1 de la Banque s'est établi à 12,3 % pour le trimestre, alors qu'il était de 10,5 % à la fin de l'exercice 2003.

RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ AU TROISIÈME TRIMESTRE

Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont connu un autre excellent trimestre, avec une croissance des revenus de 14 % en regard d'il y a un an. Il s'agit du septième trimestre consécutif où TD Canada Trust affiche un taux de croissance de plus de 10 %.

«Les Services bancaires personnels et commerciaux ont enregistré une croissance remarquable de leurs revenus, attribuable à nos saines stratégies d'affaires et à notre engagement ferme envers l'excellence opérationnelle», a dit M. Clark.

L'intégration des 57 succursales acquises de la Banque Laurentienne a été achevée avec succès en juillet. Les activités d'assurance, particulièrement TD Meloche Monnex, ont maintenu le fort élan de leurs revenus au cours du trimestre. Le troisième trimestre marque le premier trimestre entier d'intégration des activités acquises du Groupe Liberté Mutuelle à nos activités d'assurance.

¹ Les résultats comme présentés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

² Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail en page 3 à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

La nette croissance des volumes dans les secteurs des prêts immobiliers garantis, des services bancaires de base, des cartes de crédit et des dépôts de petites entreprises a été contrebalancée par une nouvelle compression des marges au cours du trimestre. Les portefeuilles de prêts des Services bancaires personnels et commerciaux ont encore dégagé de bons rendements, les pertes sur créances ayant été moins importantes que prévu. La baisse des provisions pour pertes sur créances représente 13 millions de dollars de l'amélioration sur douze mois des revenus avant impôts et taxes du secteur.

Gestion de patrimoine

Malgré des marchés de capitaux stagnants, l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque a de nouveau affiché des revenus vigoureux pour le trimestre. Pour ce qui est des actifs des entreprises de conseils, leur croissance, attribuable tant aux nouveaux clients qu'aux clients recommandés par TD Canada Trust, est restée encourageante encore ce trimestre. Le ralentissement des marchés a desservi l'entreprise de courtage à escompte, dont les volumes d'opérations ont chuté en regard du trimestre précédent.

«Les actifs de nos entreprises de conseils sont en croissance depuis plusieurs trimestres, ce qui confirme le succès de notre stratégie d'intégration des activités de gestion de patrimoine, a affirmé M. Clark. Cependant, en raison de l'anémie des marchés, de nombreux investisseurs sont restés sur leurs positions pendant presque tout le trimestre, ce qui a nui à nos services de courtage à escompte.»

Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros ont connu un autre trimestre solide. Bien que le revenu net ait reculé en regard des deux premiers trimestres, il a augmenté de 20 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

«Les Services bancaires en gros continuent de dégager des résultats encourageants alors que cette période est habituellement au ralenti pour ce secteur, a dit M. Clark. J'estime que nous avons réussi à atténuer dans une large mesure la volatilité des revenus de Valeurs Mobilières TD. Les résultats du trimestre démontrent que nous sommes parvenus à assurer des résultats stables et soutenus pour cette entreprise même par temps de faiblesse des marchés.»

Siège social

L'amélioration soutenue de la qualité du crédit a permis de reprendre 65 millions de dollars après impôts et taxes (100 millions de dollars avant impôts et taxes) des provisions sectorielles.

CONCLUSION

«Je suis heureux que, grâce à la diversité de nos revenus, nous ayons pu maintenir un excellent rendement global ce trimestre malgré le ralentissement des marchés des capitaux, a dit M. Clark. Nos trois entreprises connaissent jusqu'ici un excellent exercice, comme en font foi la hausse notable de nos revenus et du dividende en glissement annuel.»

Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives

De temps à autre, la Banque fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation et autres présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC, y compris le Rapport annuel de 2003 de la Banque; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la capacité de la Banque à réaliser et à intégrer les acquisitions; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la fiabilité de tiers à fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme des séismes; la capacité de la direction à prévoir et à gérer les risques associés à ces facteurs et à réaliser les stratégies de la Banque dans un contexte de gestion rigoureuse des risques. Cette liste n'est pas exhaustive de tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 32 du Rapport annuel de 2003 de la Banque à l'égard de l'incidence que pourraient avoir sur les résultats réels certains facteurs clés. Le lecteur doit examiner ces facteurs et autres attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de la Banque. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.

RAPPORT DE GESTION

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, qui sont présentés aux pages 12 à 23 du présent rapport du troisième trimestre aux actionnaires. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

La Banque utilise également les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la Banque déduit l'amortissement des actifs incorporels des résultats comme présentés. Auparavant, la Banque présentait ses résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Étant donné que la seule distinction entre les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés en 2003 était l'amortissement des actifs incorporels (il n'y avait pas d'éléments exceptionnels), la Banque utilise maintenant les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels, car ils décrivent mieux cette mesure.

L'amortissement des actifs incorporels de la Banque se rapporte en grande partie à l'acquisition de Canada Trust au cours de l'exercice 2000. La Banque exclut l'amortissement des actifs incorporels, puisque cette approche assure un traitement comparable avec celui de l'écart d'acquisition, qui n'est pas amorti. Par conséquent, la Banque estime que les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels procurent au lecteur un aperçu de ses résultats permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

Comme il est expliqué, les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels sont différents des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats avant l'amortissement des actifs incorporels» et les termes connexes utilisés dans le présent rapport ne sont pas définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés de la Banque.

Rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés (non vérifié)

| (en millions de dollars) | Pour les trois mois terminés les | | Pour les neuf mois terminés les | |
|---|----------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Revenu d'intérêts net | 1 487 \$ | 1 402 \$ | 4 450 \$ | 4 237 \$ |
| Provision pour (annulation de) pertes sur créances | (17) | 59 | (313) | 269 |
| Autres revenus | 1 188 | 1 193 | 3 783 | 3 330 |
| Frais autres que d'intérêts | 1 755 | 1 697 | 5 619 | 5 807 |
| Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle | 937 | 839 | 2 927 | 1 491 |
| Provision pour impôts sur les bénéfices | 231 | 196 | 775 | 468 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 23 | 23 | 69 | 69 |
| Revenu net avant amortissement des actifs incorporels et dividendes sur actions privilégiées | 683 \$ | 620 \$ | 2 083 \$ | 954 \$ |
| Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices | 99 | 119 | 385 | 379 |
| Revenu net | 584 \$ | 501 \$ | 1 698 \$ | 575 \$ |
| Dividendes sur actions privilégiées | 19 | 21 | 61 | 66 |
| Revenu net applicable aux actions ordinaires – comme présenté | 565 \$ | 480 \$ | 1 637 \$ | 509 \$ |
| Revenu net de base par action ordinaire – comme présenté | 0,87 \$ | 0,74 \$ | 2,50 \$ | 0,78 \$ |
| Revenu net dilué par action ordinaire – comme présenté | 0,86 | 0,73 | 2,48 | 0,78 |
| Revenu net de base par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels | 1,02 | 0,92 | 3,09 | 1,37 |
| Revenu net dilué par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels | 1,01 | 0,91 | 3,06 | 1,36 |

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période en cours.

Revenu net

Le revenu net comme présenté s'est établi à 584 millions de dollars pour le troisième trimestre contre 501 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le revenu de base par action comme présenté s'est élevé à 0,87 \$ pour le trimestre en regard de 0,74 \$ il y a un an. Le revenu dilué par action comme présenté a atteint 0,86 \$ pour le trimestre par rapport à 0,73 \$ pour la période correspondante du dernier exercice. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, sur une base annualisée, a été de 18,4 % pour le trimestre contre 17,1 % un an plus tôt.

Pour le troisième trimestre, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est dégagé à 683 millions de dollars comparativement à 620 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice. Le revenu de base par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 1,02 \$ pour le trimestre contre 0,92 \$ il y a un an. Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 1,01 \$ pour le trimestre en regard de 0,91 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels, sur une base annualisée, a été de 21,7 % pour le trimestre comparativement à 21,4 % un an plus tôt.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le revenu net comme présenté s'est hissé à 1 698 millions de dollars, ce qui contraste avec le revenu net comme présenté de 575 millions de dollars pour la même période du dernier exercice. Le revenu de base par action comme présenté a atteint 2,50 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, alors qu'il avait été de 0,78 \$ il y a un an. Le revenu dilué par action comme présenté s'est dégagé à 2,48 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 contre 0,78 \$ pour la période correspondante du dernier exercice. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, sur une base annualisée, a été de 18,3 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, comparativement à 6,0 % un an plus tôt.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 2 083 millions de dollars en regard de 954 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Le revenu de base par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 3,09 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 contre 1,37 \$ pour la période correspondante de 2003. Le revenu dilué par

action avant l'amortissement des actifs incorporels a atteint 3,06 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 contre 1,36 \$ un an plus tôt. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels, sur une base annualisée, a été de 22,6 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 contre 10,4 % un an plus tôt.

Profit économique et rendement du capital investi

La Banque recourt au profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit économique correspond au revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées et une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires plus les montants moyens cumulatifs après impôts et taxes de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels amortis à la date de présentation de l'information financière. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût en capitaux propres déterminé au moyen du modèle d'établissement des prix des immobilisations. L'imputation représente un rendement hypothétique minimum exigé par les porteurs d'actions ordinaires sur le capital investi de la Banque. La Banque vise à atteindre un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels, moins les dividendes sur actions privilégiées, par le capital moyen investi. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût en capitaux propres. Le RCI et le coût en capitaux propres sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Lorsque le RCI excède le coût en capitaux propres, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût en capitaux propres.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis par les PCGR. Par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau de la page suivante présente un rapprochement du profit économique de la Banque et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels. Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les termes connexes sont décrits à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

Rapprochement du profit (de la perte) économique et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels

| (en millions de dollars) | <i>Pour les trois mois terminés les</i> | | <i>Pour les neuf mois terminés les</i> | |
|--|---|--------------------|--|--------------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Avoir moyen en actions ordinaires | 12 195 \$ | 11 107 \$ | 11 944 \$ | 11 397 \$ |
| Montant cumulatif moyen de l'amortissement de l'écart d'acquisition/ des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices | 2 894 | 2 429 | 2 782 | 2 363 |
| Capital investi moyen | 15 089 \$ | 13 536 \$ | 14 726 \$ | 13 760 \$ |
| Taux d'imputation au titre du capital investi | 10,7 % | 10,9 % | 10,7 % | 10,9 % |
| Imputation au titre du capital investi ¹ | 405 | 372 | 1 180 | 1 148 |
| Revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées | 664 | 599 | 2 022 | 888 |
| Profit (perte) économique ¹ | 259 \$ | 227 \$ | 842 \$ | (260) \$ |
| Rendement du capital investi ¹ | 17,5 % | 17,6 % | 18,3 % | 8,4 % |

¹ Comprend une imputation de 26 millions de dollars après impôts et taxes pour l'amortissement passé de l'écart d'acquisition qui a subi une dépréciation au deuxième trimestre de 2003.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net comme présenté s'est établi à 1 487 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 85 millions de dollars en regard du même trimestre du dernier exercice. L'augmentation provient surtout des Services bancaires en gros qui ont enregistré une progression, en glissement annuel, du revenu d'intérêts net du côté des activités de négociation et une augmentation du revenu de dividendes tiré du portefeuille d'actions de la Banque.

Le revenu d'intérêts net a également grimpé avec la croissance des prêts sur marge et des dépôts de clients de l'entreprise de courtage à escompte de Gestion de patrimoine. La forte croissance des volumes des Services bancaires personnels et commerciaux, en partie contrebalancée par la baisse des marges, a également contribué à la hausse du revenu d'intérêts net.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le revenu d'intérêts net comme présenté a atteint 4 450 millions de dollars, soit une montée de 213 millions de dollars en regard de la période correspondante du dernier exercice. L'augmentation tient principalement aux Services bancaires en gros et à Gestion de patrimoine en raison de facteurs similaires à ceux susmentionnés pour le trimestre. En outre, les résultats des succursales de la Banque Laurentienne récemment acquises par les Services bancaires personnels et commerciaux ont également joué un rôle dans cette croissance.

Depuis le début de l'exercice 2004, la Banque n'établit plus son revenu d'intérêts net en équivalence fiscale (É.F.) pour l'ensemble de la Banque. En effet, l'É.F. est une mesure qui n'est pas utile à cette échelle. Cependant, pour ce qui est de l'information sectorielle, la Banque continue de présenter le revenu d'intérêts net en équivalence fiscale. Pour en savoir plus, lire le préambule du rapport de gestion des entreprises de TD à la page 10.

Autres revenus

Les autres revenus comme présentés se sont élevés à 1 188 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 5 millions de dollars par rapport au même trimestre du dernier exercice.

Les revenus tirés du courtage autogéré ont reculé de 44 millions de dollars ce trimestre en regard du même trimestre en 2003 en raison de la diminution des volumes de négociation. Les opérations moyennes par jour ont en effet baissé de 21 % pour s'établir à 87 000 contre 110 000 un an plus tôt. Cependant, les frais de gestion des fonds communs de placement ont monté de 20 millions de dollars par suite d'une augmentation des actifs gérés attribuable à la hausse des ventes.

Le portefeuille de valeurs du compte de placement a réalisé des gains nets de 44 millions de dollars pour le trimestre contre 18 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Ce progrès émane principalement du raffermissement des marchés qui a accru les occasions de sortie pour le portefeuille de services de banque d'affaires. En ce qui a trait aux gains ou pertes sur les instruments dérivés et les ventes de prêts dans le portefeuille de prêts secondaires, des gains de 40 millions de dollars ont été enregistrés pour le trimestre, alors qu'il y avait eu des pertes de 13 millions de dollars il y a un an. Ce rétablissement découle de l'amélioration des conditions de crédit, laquelle a donné lieu à de meilleures évaluations par le marché des positions en instruments dérivés et des prêts vendus au cours du trimestre. Cependant, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a reculé de 56 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent par suite de la baisse des taux d'intérêt, tandis que le revenu lié aux activités de négociation (soit le total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d'intérêts net) a augmenté de 56 millions de dollars. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des résultats dans le secteur des activités de négociation d'actions, qui avait subi des pertes pour le trimestre correspondant du dernier exercice. Les revenus tirés des marchés financiers (soit les revenus liés aux fusions et acquisitions, à la prise ferme et aux commissions sur ventes d'actions) ont diminué de 37 millions de dollars en regard du même trimestre il y a un an, en raison de la performance plus faible de certaines activités sur les marchés des capitaux d'emprunt. Les commissions sur crédit aux grandes entreprises ont aussi baissé de 18 millions de dollars, du fait de la réduction des actifs dans les portefeuilles de prêts importants et secondaires.

Les revenus tirés des assurances ont fait un bond de 52 millions de dollars en regard du même trimestre du dernier exercice, surtout sous l'effet de la forte croissance des volumes et de la moindre fréquence des pertes. Les revenus tirés des titrisations et les revenus sur cartes ont peu varié par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, les autres revenus comme présentés se sont élevés à 3 783 millions de dollars, en hausse de 453 millions de dollars en regard de la même période de l'exercice précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, un accroissement général des volumes de négociation a fait grimper de 103 millions de dollars les revenus tirés du courtage autogéré par rapport à la même période du dernier exercice. La croissance des frais de gestion des fonds communs de placement a été de 56 millions de dollars par rapport à il y a un an et découle de facteurs similaires à ceux susmentionnés pour le trimestre. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la Banque avait enregistré une réduction de valeur de 39 millions de dollars des autres revenus en raison des dépréciations per-

manentes de certaines coentreprises internationales de gestion de patrimoine. Aucune réduction de valeur n'a été subie au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2004.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le portefeuille de valeurs du compte de placement a réalisé des gains nets de 148 millions de dollars par rapport à un montant neutre pour la même période de l'exercice précédent. Les gains ou pertes sur les instruments dérivés et les ventes de prêts se sont améliorés, passant de pertes de 94 millions de dollars il y a un an à des gains de 52 millions de dollars pour les neuf derniers mois. Les fluctuations viennent surtout des mêmes facteurs que ceux susmentionnés pour le trimestre. Cependant, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le revenu de négociation a baissé de 204 millions de dollars et le revenu lié aux activités de négociation, de 27 millions de dollars. Les revenus tirés des opérations de change et des produits liés aux actions ainsi qu'aux taux d'intérêt et au crédit ont tous également légèrement diminué. De plus, les commissions sur crédit aux grandes entreprises ont reculé de 76 millions de dollars. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, la Banque a également subi des pertes de 40 millions de dollars, déduction faite des coûts accumulés, lesquelles sont attribuables à l'adoption d'une nouvelle note d'orientation sur les relations de couverture.

Les revenus tirés des assurances ont avancé de 117 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 par rapport à la même période de 2003. Les fluctuations viennent en grande partie des mêmes facteurs que ceux susmentionnés pour le trimestre. Les revenus tirés des titrisations de prêts ont été supérieurs de 147 millions de dollars, tandis que les revenus sur cartes ont décliné de 53 millions de dollars en regard d'il y a un an.

Frais autres que d'intérêts

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels pour le trimestre ont grimpé de 58 millions de dollars pour s'établir à 1 755 millions de dollars ou 3 % en regard de la même période du dernier exercice. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux ont monté surtout en raison de l'intégration des succursales de la Banque Laurentienne au réseau de TD Canada Trust et de la croissance des affaires d'assurance, tandis que les frais sous-jacents sont demeurés sous contrôle et relativement stables. Les frais des Services bancaires en gros ont été entraînés à la hausse par la charge de rémunération variable qui a été plus élevée étant donné l'amélioration du rendement et l'accroissement des charges de soutien. Les frais comme présentés ont augmenté de 24 millions de dollars pour le trimestre en regard d'il y a un an, atteignant 1 907 millions de dollars. Au troisième trimestre de 2004, l'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais comme présentés avant impôts et taxes a été de 152 millions de dollars contre 186 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2003.

L'efficacité de la Banque avant l'amortissement des actifs incorporels a glissé à 65,6 % pour le trimestre en regard de 65,4 % pour le même trimestre un an plus tôt. Les variations de la composition des affaires ont une incidence sur l'efficacité consolidée de la Banque. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les Services bancaires personnels et commerciaux, dont l'efficacité avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établie à 57,8 % ce trimestre contre 58,3 % il y a un an. L'efficacité globale comme présentée de la Banque s'est améliorée, passant de 72,6 % pour le trimestre correspondant du dernier exercice à 71,3 %.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont reculé de 188 millions de dollars en regard de la même période il y a un an, pour atteindre 5 619 millions de dollars. La diminution des frais tient essentiellement aux réductions de valeur de l'écart d'acquisition et des coûts de restructuration de respectivement 624 millions de dollars et 92 millions de dollars, incluses dans les chiffres de la période comparative de 2003, qui se rapportent à l'unité internationale de gestion de patrimoine de la Banque et au secteur américain de négociation d'options sur actions des Services bancaires en gros de la Banque. La diminution a été en partie contrebalancée par une hausse des frais du siège social attribuable à la constatation de pertes de 300 millions de dollars liées aux réserves pour litiges éventuels au deuxième trimestre de 2004. En outre, les frais de Gestion de patrimoine ont monté du fait des volumes accrus de Courtage à escompte, de Conseils de placement et de Planification financière. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux et des Services bancaires en gros ont augmenté en raison surtout des mêmes facteurs que ceux susmentionnés pour le trimestre. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, les frais comme présentés ont fléchi de 301 millions de dollars en regard de la même période de l'exercice précédent pour s'établir à 6 103 millions de dollars. L'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais comme présentés avant impôts et taxes de la Banque s'est élevée à 484 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 contre 597 millions de dollars pour la même période un an plus tôt.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, l'efficacité avant l'amortissement des actifs incorporels de la Banque s'est améliorée, atteignant 68,2 % par rapport à 76,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'efficacité globale comme présentée de la Banque s'est améliorée pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, s'établissant à 74,1 % contre 84,6 % pour la même période en 2003.

Impôts et taxes

Pour le troisième trimestre, le taux d'imposition réel de la Banque comme présenté a été de 22,7 % par rapport à 19,8 % pour le même trimestre du dernier exercice. Le taux d'imposition réel de la Banque selon les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 24,7 % pour le trimestre contre 23,4 % il y a un an. La variation des taux d'imposition réels tient à un changement dans la composition des affaires de la Banque et à des rajustements fiscaux au cours du trimestre.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le taux d'imposition réel de la Banque comme présenté a atteint 27,7 %; il avait été de 28,0 % pour la même période du dernier exercice. D'après les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels, le taux d'imposition réel a été de 26,5 % pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 contre 31,4 % il y a un an. Le taux d'imposition avant l'amortissement des actifs incorporels est moins élevé pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, car l'amortissement des actifs incorporels représente une tranche moins importante du revenu net.

Bilan

Le total de l'actif atteignait 309 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre de 2004, soit 36 milliards de plus qu'au 31 octobre 2003.

L'accroissement des positions des valeurs mobilières et des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension a représenté respectivement 22 milliards de dollars et 8 milliards de dollars de l'augmentation. Les prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels ont progressé de 7 milliards de dollars depuis la fin de l'exercice pour atteindre 50 milliards de dollars. À la fin du troisième trimestre, les prêts hypothécaires résidentiels avaient peu varié et s'établissaient à 52 milliards de dollars. Les actifs titrisés montés par la Banque ne figurant pas au bilan atteignaient 19 milliards de dollars, soit le même niveau qu'à la fin de l'exercice 2003.

Les dépôts de gros ont grimpé de 19 milliards de dollars et les valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat ont progressé de 7 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2003. Les dépôts personnels sans terme ont fait un bond de 7 milliards de dollars, tandis que les dépôts personnels à terme ont reculé de 1 milliard de dollars.

La Banque conclut également des opérations structurées pour le compte de clients qui donnent lieu à la comptabilisation au bilan consolidé intermédiaire d'actifs pour lesquels le risque de marché a été transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 31 juillet 2004, les actifs visés par ces arrangements atteignaient 13 milliards de dollars, soit le même

niveau qu'à la fin de l'exercice 2003. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'entremise de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidités. Les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 5 milliards de dollars au 31 juillet 2004 contre 6 milliards de dollars au 31 octobre 2003. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et le capital réglementaire au titre du risque de marché est maintenu.

Gestion des risques

Risque de crédit et provision pour (annulation de) pertes sur créances

Au cours du troisième trimestre de 2004, la Banque a comptabilisé une annulation de 17 millions de dollars de pertes sur créances, alors qu'elle avait constitué, au même trimestre de 2003, une provision de 59 millions de dollars. Les conditions du secteur du crédit n'ont cessé de s'améliorer par rapport à l'époque où la Banque avait constitué ces provisions sectorielles. Étant donné ces conditions et la baisse de son exposition, la Banque a repris 100 millions de dollars de ses provisions sectorielles. Cette réduction des provisions a été en partie contrebalancée par la constitution de provisions pour pertes sur créances de 92 millions de dollars pour les Services bancaires personnels et commerciaux au cours du trimestre.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, la Banque a enregistré une annulation de 313 millions de dollars de pertes sur créances, alors que pour la même période il y a un an elle avait établi une provision de 269 millions de dollars. La baisse de la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 a essentiellement trait à la reprise de 500 millions de dollars de provisions globales sectorielles établies antérieurement pour le portefeuille de prêts secondaires et à l'annulation de provisions globales générales de 67 millions de dollars.

Risque de taux d'intérêt

La Banque gère le risque de taux d'intérêt relatif au portefeuille des activités autres que de négociation de sorte à obtenir des revenus stables et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de couverture ordonnée pour gérer la rentabilité de ses positions d'actifs et de passifs, qui comporte un profil modélisé d'échéances pour les actifs, les

passifs et l'avoir qui ne sont pas sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des Services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit compte tenu d'un rajustement en fonction du risque et d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 juillet 2004, une baisse immédiate et maintenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 120 millions de dollars après impôts et taxes la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Risque d'illiquidité

La Banque a assez de liquidités pour financer ses obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance dans le cours normal des activités et compte tenu de différents scénarios de contraintes, y compris un scénario de base définissant le montant minimal requis devant être détenu en tout temps. La position d'actifs liquides excédentaires comprend le total des actifs liquides moins les financements de gros venant à échéance de la Banque, les retraits possibles de dépôts non en gros et les engagements éventuels venant à échéance dans 90 jours. Au 31 juillet 2004, la position d'actifs liquides excédentaires consolidée de la Banque jusqu'à 90 jours s'établissait à 17,6 milliards de dollars, comparativement à une position d'actifs liquides excédentaires de 8,7 milliards de dollars au 31 octobre 2003. La Banque s'assure qu'elle a suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant des actifs très liquides qui peuvent être facilement convertis en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle mondiale, ce qui assure une gestion prudente du risque d'illiquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme actif de financement de gros, qui comprend la titrisation d'actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique relative au risque de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque (VàR), les scénarios de contraintes, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Les contrôles de politique sont accrus par une surveillance active effectuée par le personnel autonome responsable du risque de marché et par la soumission de fréquents rapports à la direction. La VàR est un seuil de perte statistique qui ne doit pas être dépassé en moyenne plus d'une fois par 100 jours. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire aux fins du risque de marché. Le tableau ci-après présente l'utilisation de la VàR moyenne et de fin de trimestre pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 ainsi que les moyennes de l'exercice 2003. La Banque vérifie sa VàR en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 respectivement, le revenu de négociation net quotidien a été positif pour 89,2 % et 93,8 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la VàR statistiquement prévue pour le total des activités de négociation de la Banque.

Capital

Au 31 juillet 2004, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 12,3 % contre 10,5 % au 31 octobre 2003. Les actifs pondérés en fonction des risques ont diminué de 9 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003, principalement du fait des réductions des actifs pondérés en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché. Au 1^{er} février 2004, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a approuvé, pour le calcul du capital réglementaire, la mise en œuvre progressive du modèle de VàR axée sur le risque de taux d'intérêt de la Banque. Ce modèle remplace l'approche de modèle normalisé de la Banque des règlements internationaux. La VàR axée sur le risque de taux d'intérêt est une mesure du risque de perte pouvant découler des positions de négociation par suite d'une modification de la notation de crédit ou d'un défaut de crédit. Le capital de catégorie 1 a été majoré de 1 milliard de dollars par rapport à son niveau au 31 octobre 2003. Les majorations du capital de catégorie 1 ont été effectuées nonobstant le rachat de 350 millions de dollars d'actions ordinaires au cours de la période de neuf mois et le rachat et l'annulation de 225 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A en circulation, série H (voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires).

Utilisation de la valeur à risque – Services bancaires en gros

| | <i>Pour les trois</i> | <i>Pour les trois</i> | <i>Pour les neuf</i> | <i>Pour les douze</i> |
|----------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | <i>mois terminés le</i> | <i>mois terminés le</i> | <i>mois terminés le</i> | <i>mois terminés le</i> |
| (en millions de dollars) | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2004 | 31 octobre 2003 |
| | À cette date | Moyenne | Moyenne | Moyenne |
| Risque de taux d'intérêt | (9,0) \$ | (7,6) \$ | (9,2) \$ | (17,0) \$ |
| Risque sur actions | (4,1) | (5,0) | (5,8) | (6,8) |
| Risque de change | (3,7) | (4,0) | (2,7) | (2,9) |
| Risque sur marchandises | (0,8) | (0,9) | (0,9) | (0,9) |
| Effet de diversification | 6,5 | 7,5 | 6,8 | 10,2 |
| Valeur à risque du marché global | (11,1) \$ | (10,0) \$ | (11,8) \$ | (17,4) \$ |

RAPPORT DE GESTION DES ENTREPRISES DE TD

L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs des activités de l'entreprise. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et elle indique, le cas échéant, que les mesures sont présentées avant l'amortissement des actifs incorporels. Par exemple, l'amortissement des actifs incorporels n'a pas d'incidence sur les revenus, mais il en a sur les frais. Cette mesure n'a de pertinence que pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux et Gestion de patrimoine étant donné qu'aucuns actifs incorporels ne sont attribués aux secteurs Services bancaires en gros et Siège social. Pour en savoir davantage, consultez la section «Présentation de l'information financière de la Banque» du Rapport de gestion de la Banque en page 3. Pour obtenir des renseignements sur les mesures retenues par la Banque en matière de profit économique et de rendement du capital investi, lisez la page 4 du Rapport de gestion. Des informations sectorielles paraissent également à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Banque.

Le revenu d'intérêts net, surtout dégagé par les Services bancaires en gros, est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à sa valeur avant impôts et taxes. L'É.F. permet à la Banque de mesurer de façon uniforme le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts, et d'effectuer une comparaison plus pertinente du revenu d'intérêts net par rapport à celui d'autres sociétés semblables.

Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont enregistré des résultats records au cours du trimestre, portés par la forte croissance des revenus et la diminution des pertes sur créances qui ont neutralisé l'augmentation des frais liés aux acquisitions. Pour le troisième trimestre, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 381 millions de dollars, en hausse de 46 millions de dollars ou 14 % en regard d'il y a un an, et le rendement du capital investi a progressé, passant de 19 % à 21 % ce trimestre. Les Services bancaires personnels et commerciaux ont continué de créer de la valeur pour les actionnaires en dégagant un profit économique de 210 millions de dollars au cours du trimestre, soit une montée de 36 millions de dollars ou 21 % en regard d'il y a un an.

Les revenus ont grimpé de 82 millions de dollars ou 5 % en glissement annuel. Les affaires d'assurance automobile et habitation de TD Meloche Monnex ont continué de jouer un rôle déterminant dans la croissance des revenus en raison de l'augmentation marquée des volumes, de l'amélioration des taux de sinistres et de l'incidence de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle. Les autres principaux facteurs ayant contribué à la croissance sont l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne, l'accroissement des ventes de fonds communs de placement par l'entremise des succursales ainsi que la solide progression des volumes de prêts immobiliers garantis, de cartes de crédit, de services bancaires de base et de dépôts de petites entreprises. Ces résultats ont toutefois été contrebalancés en partie par la baisse des marges, une perte à la cession de l'équipement de guichets automatiques (voir la note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires) et les rajustements apportés aux programmes de récompenses des clients titulaires de cartes de crédit.

Comparativement au même trimestre de l'exercice précédent (avant l'incidence de l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne), le volume des prêts personnels (y compris les titrisations) a grimpé de 10 milliards de dollars ou 9 %, surtout en raison des prêts immobiliers garantis, tandis que le volume des dépôts personnels a monté de 3 milliards de dollars ou 4 %. Les dépôts des entreprises ont fait un bond de 3 milliards de dollars ou 11 %, et les primes brutes d'assurance souscrites ont augmenté de 69 millions de dollars ou 18 % (avant l'incidence de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle). Les prêts aux entreprises et les acceptations ont diminué de 1 milliard de dollars ou 7 %. L'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne a entraîné une augmentation respective du volume des prêts et du volume des dépôts de 2 milliards de dollars. En mai 2004, la part de marché des services bancaires personnels (prêts, dépôts et fonds communs de placement) était de 21,0 %, en baisse de 0,04 % en regard du troisième trimestre de 2003. Sans l'acquisition des succursales, la part de marché aurait régressé de 0,35 %. La satisfaction des clients, comme mesurée par l'indice de satisfaction de la clientèle, a atteint 86,7 %, soit une amélioration de 0,5 % par rapport au trimestre précédent et de 0,8 % par rapport à il y a un an.

Les marges sur les actifs productifs moyens ont glissé de 3,26 % il y a un an à 3,03 %, principalement en raison du rétrécissement des marges sur les dépôts attribuable à la fois à la concurrence sur le plan des prix, aux versements de fonds par des clients vers des comptes à taux plus élevé et à la faiblesse des taux d'intérêt. Chacun de ces facteurs est responsable à peu près également du recul des marges.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a diminué de 13 millions de dollars ou 12 % en regard d'il y a un an par suite de l'amélioration des taux de délinquance des prêts personnels et des prêts aux petites entreprises et du maintien de la qualité élevée du crédit dans le portefeuille de prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume de prêts annualisé s'établit toujours à un creux cyclique, soit 0,26 % contre 0,33 % pour la même période du dernier exercice.

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont augmenté de 40 millions de dollars ou 5 % comparativement à il y a un an. Les frais sous-jacents ont continué d'être bien gérés, les acquisitions de succursales et d'activités d'assurance représentant 45 millions de dollars de l'augmentation. L'intégration des 57 succursales de la Banque Laurentienne au réseau de TD Canada Trust, y compris environ 140 000 comptes clients, a été achevée avec succès en juillet. Les volumes d'affaires de TD Meloche Monnex, les montages de prêts immobiliers garantis et les projets de développement de systèmes ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont toutefois été contrebalancés par la hausse des indemnités de cessation d'emploi et les frais de fermeture des succursales dans les magasins Wal-Mart au dernier exercice. Pour ce qui est de l'effectif de base, il compte 500 postes équivalents temps plein de moins qu'un an plus tôt, et l'efficacité s'est améliorée, passant de 58,3 % il y a un an à 57,8 % ce trimestre.

Les perspectives de croissance des revenus demeurent encourageantes pour TD Meloche Monnex (y compris l'incidence de l'acquisition) et les volumes de prêts personnels et de prêts aux petites entreprises, notamment du côté des prêts immobiliers garantis, des services bancaires de base et des dépôts de petites entreprises. Cependant, la compression des marges devrait continuer de nuire aux résultats. La gestion des frais, y compris la réalisation de synergies par suite de l'intégration des succursales de la Banque Laurentienne, demeure une priorité de même que l'amélioration des processus afin d'accroître la capacité de vente et d'améliorer l'expérience client.

Services bancaires en gros

Au troisième trimestre, le revenu net s'est dégagé à 133 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars par rapport à 110 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice. Le rendement du capital investi a été de 22 % pour le trimestre en regard de 16 % pour le troisième trimestre de 2003. Le profit économique du trimestre s'est élevé à 53 millions de dollars contre 20 millions de dollars un an plus tôt.

Les revenus des Services bancaires en gros sont surtout tirés des marchés financiers, des activités d'investissement et des prêts aux grandes entreprises. Pour le trimestre, les revenus se sont établis à 540 millions de dollars en regard de 482 millions de dollars pour la période correspondante du dernier exercice. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en actions se sont accrus de façon marquée par rapport à il y a un an, en raison des dividendes plus élevés reçus et des gains nets sur valeurs mobilières plus importants du fait de l'amélioration de la conjoncture du marché. Les revenus tirés des marchés financiers, qui comprennent les services de consultation, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution, ont légèrement augmenté, principalement par suite de la hausse des revenus liés aux activités de négociation, particulièrement du côté des produits structurés d'actions, en raison de la faiblesse des résultats au dernier exercice. Ces facteurs ont toutefois été en partie contrebalancés par le ralentissement des marchés des actions qui a entraîné un fléchissement des honoraires de prise ferme.

Pour le trimestre, les provisions pour pertes sur créances se sont élevées à 12 millions de dollars, en hausse de 9 millions de dollars en regard de 3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2003. Les provisions pour pertes sur créances des Services bancaires en gros ont été modifiées au premier trimestre de 2004 et reclassées de manière rétroactive afin d'inclure le coût de la protection de crédit engagé pour la couverture du portefeuille de prêts. La provision pour pertes sur créances de 12 millions de dollars est affectée uniquement au coût de la protection de crédit. La qualité du crédit du portefeuille demeure élevée, car les Services bancaires en gros n'ont subi aucune perte sur créances dans le portefeuille de prêts secondaires depuis le quatrième trimestre de 2002.

Les Services bancaires en gros détiennent actuellement une protection à l'égard de swaps de défauts de crédit d'un montant nominal de 5,0 milliards de dollars, soit une baisse de 0,5 milliard de dollars depuis la fin du dernier trimestre étant donné les échéances. Les Services bancaires en gros continuent de gérer de façon proactive leur risque de crédit et ont réussi à améliorer considérablement leur profil de risque. Le coût de la protection de crédit inclus dans ce secteur représente le coût accumulé au titre de cette protection. La variation de la valeur marchande de cette protection, en sus du coût accumulé, est présentée dans le secteur Siège social.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont élevés à 32 milliards de dollars pour le trimestre, soit 3 milliards de dollars de moins que pour le dernier trimestre et 14 milliards de dollars de moins qu'il y a un an. La diminution par rapport à il y a un an tient aux risques de marché et de crédit moins importants. La baisse des actifs pondérés en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché découle de la mise en œuvre du nouveau modèle de VaR axée sur le risque de taux d'intérêt pour les activités de négociation, tandis que la régression des actifs pondérés en fonction des risques relativement au risque de crédit est surtout attribuable à la réduction de la taille du portefeuille de prêts.

Les frais ont atteint 340 millions de dollars, ce qui dépasse de 33 millions de dollars les frais de 307 millions de dollars pour la même période du dernier exercice. Cette hausse est la conséquence surtout de l'augmentation

de la charge de rémunération variable entraînée par les meilleurs rendements des affaires sur les marchés financiers.

Les Services bancaires en gros ont connu un autre trimestre solide, tirant parti des résultats exceptionnels du premier semestre de l'exercice. Les Services bancaires en gros continuent de marquer des progrès importants pour ce qui est des stratégies à long terme visant à accroître leur part de marché au pays, à assurer l'expansion de leur offre de produits à l'échelle mondiale, à répartir les capitaux de manière stratégique au sein du secteur et à renforcer la gestion des risques de crédit et de marché.

Gestion de patrimoine

Pour le troisième trimestre de 2004, le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels de Gestion de patrimoine s'est établi à 80 millions de dollars, en baisse de 2 millions de dollars en regard du même trimestre du dernier exercice. Le rendement du capital investi a légèrement fléchi par rapport à il y a un an pour atteindre 11 %. La perte économique s'est élevée à 7 millions de dollars, soit une hausse de 1 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2003.

Le total des revenus a monté de 6 millions de dollars comparativement au total pour la même période du dernier exercice pour s'établir à 620 millions de dollars. La progression est attribuable à la montée du revenu d'intérêts net et des frais de gestion de Fonds Mutuels, contrebalancée par un recul des volumes de négociation. La montée du revenu d'intérêts net résulte de l'augmentation des prêts sur marge et des dépôts de clients de Courtage à escompte, tandis que c'est la croissance de 14 % des actifs gérés de Fonds Mutuels qui a entraîné la hausse des frais de gestion. Les opérations de courtage à escompte par jour du trimestre se sont chiffrées à 87 000, soit un repli de 21 % par rapport au volume de 110 000 opérations il y a un an.

Pour le troisième trimestre, les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont été de 502 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 7 millions de dollars en regard du même trimestre de 2003. L'augmentation tient aux paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de Fonds Mutuels TD. La croissance des actifs gérés a été contrebalancée par les compressions de dépenses de Courtage à escompte du fait de la diminution des volumes de négociation.

Les actifs gérés, qui atteignaient 126 milliards de dollars au 31 juillet 2004, ont fait un bond de 13 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2003 en raison des ventes élevées de fonds communs de placement. Les actifs administrés totalisaient 283 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, soit 24 milliards de plus qu'au 31 octobre 2003, étant donné l'ajout de nouveaux actifs pour Courtage à escompte, Conseils de placement et Planification financière.

Siège social

Au cours du trimestre, le secteur Siège social a présenté un revenu net de 89 millions de dollars. Les résultats comprennent la reprise de 100 millions de dollars (65 millions de dollars après impôts et taxes) de provisions globales sectorielles et des revenus additionnels de 47 millions de dollars (30 millions de dollars après impôts et taxes) pour le portefeuille de prêts secondaires. En outre, le secteur Siège social a enregistré des intérêts sur des remboursements d'impôts sur les bénéfices de 19 millions de dollars (12 millions de dollars après impôts et taxes). Ces résultats ont été en partie contrebalancés par les coûts liés aux activités de trésorerie et les revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

| (en millions de dollars) | <i>Aux</i> | |
|--|----------------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 octobre 2003 |
| Actif | | |
| Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques | 1 836 \$ | 1 468 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 8 400 | 6 251 |
| | 10 236 | 7 719 |
| Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension | 25 401 | 17 475 |
| Valeurs mobilières | | |
| Compte de placement | 33 653 | 24 775 |
| Compte de négociation | 67 702 | 54 890 |
| | 101 355 | 79 665 |
| Prêts | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 51 528 | 52 566 |
| Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels | 49 812 | 43 185 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 23 251 | 24 319 |
| | 124 591 | 120 070 |
| Provision globale pour pertes sur créances (note 2) | (1 369) | (2 012) |
| Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances) | 123 222 | 118 058 |
| Divers | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 5 701 | 6 645 |
| Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché | 26 163 | 28 451 |
| Actifs incorporels | 2 286 | 2 737 |
| Écart d'acquisition | 2 308 | 2 263 |
| Terrains, constructions, matériel et mobilier | 1 221 | 1 417 |
| Autres actifs | 11 300 | 9 102 |
| | 48 979 | 50 615 |
| Total de l'actif | 309 193 \$ | 273 532 \$ |
| Passif | | |
| Dépôts | | |
| Particuliers | 111 564 \$ | 105 996 \$ |
| Banques | 16 501 | 11 958 |
| Entreprises et gouvernements | 83 439 | 64 926 |
| | 211 504 | 182 880 |
| Divers | | |
| Acceptations | 5 701 | 6 645 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert | 19 413 | 15 346 |
| Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat | 10 934 | 7 845 |
| Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché | 26 556 | 28 000 |
| Autres passifs | 14 490 | 12 568 |
| | 77 094 | 70 404 |
| Effets et débiteurs subordonnés (note 4) | 5 671 | 5 887 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales | 1 250 | 1 250 |
| Passif éventuel et engagements (note 11) | | |
| Avoir des actionnaires | | |
| Capital social (note 5) | | |
| Actions privilégiées | 1 309 | 1 535 |
| Actions ordinaires (653,0 millions d'actions et 656,3 millions d'actions émises et en circulation respectivement au troisième trimestre de 2004 et au quatrième trimestre de 2003) | 3 245 | 3 179 |
| Surplus d'apport (note 6) | 17 | 9 |
| Gain (perte) de change | (73) | (130) |
| Bénéfices non répartis | 9 176 | 8 518 |
| | 13 674 | 13 111 |
| Total du passif et de l'avoir des actionnaires | 309 193 \$ | 273 532 \$ |

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS (non vérifié)

| (en millions de dollars) | <i>Trois mois terminés les</i> | | <i>Neuf mois terminés les</i> | |
|---|--------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Revenu d'intérêts | | | | |
| Prêts | 1 734 \$ | 1 962 \$ | 5 191 \$ | 5 793 \$ |
| Valeurs mobilières | | | | |
| Dividendes | 219 | 181 | 629 | 539 |
| Intérêts | 691 | 638 | 2 149 | 2 070 |
| Dépôts à des banques | 100 | 59 | 343 | 141 |
| | 2 744 | 2 840 | 8 312 | 8 543 |
| Frais d'intérêts | | | | |
| Dépôts | 934 | 1 052 | 2 844 | 3 240 |
| Effets et débentures subordonnés | 76 | 59 | 234 | 165 |
| Autres obligations | 247 | 327 | 784 | 901 |
| | 1 257 | 1 438 | 3 862 | 4 306 |
| Revenu d'intérêts net | 1 487 | 1 402 | 4 450 | 4 237 |
| Provision pour (annulation de) pertes sur créances (note 2) | (17) | 59 | (313) | 269 |
| Revenu d'intérêts net après provision pour (annulation de) pertes sur créances | 1 504 | 1 343 | 4 763 | 3 968 |
| Autres revenus | | | | |
| Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières | 520 | 579 | 1 785 | 1 565 |
| Commissions sur crédit | 96 | 113 | 263 | 331 |
| Gains nets sur valeurs du compte de placement | 44 | 18 | 148 | – |
| Revenu (perte) de négociation | (75) | (19) | (78) | 126 |
| Frais de service | 170 | 168 | 503 | 476 |
| Titrisations de prêts (note 3) | 90 | 60 | 308 | 161 |
| Revenu sur cartes | 51 | 74 | 152 | 205 |
| Assurances, déduction faite des règlements | 164 | 112 | 418 | 301 |
| Honoraires de fiducie | 20 | 19 | 60 | 55 |
| Divers | 108 | 69 | 224 | 110 |
| | 1 188 | 1 193 | 3 783 | 3 330 |
| Revenu d'intérêts net et autres revenus | 2 692 | 2 536 | 8 546 | 7 298 |
| Frais autres que d'intérêts | | | | |
| Salaires et avantages sociaux (note 7) | 957 | 959 | 2 871 | 2 817 |
| Frais d'occupation des locaux, amortissement compris | 158 | 178 | 455 | 483 |
| Frais de matériel et mobilier, amortissement compris | 144 | 150 | 401 | 473 |
| Amortissement des actifs incorporels | 152 | 186 | 484 | 597 |
| Coûts de restructuration (contrepassation) | – | 5 | (7) | 92 |
| Dépréciation de l'écart d'acquisition | – | – | – | 624 |
| Divers (note 11) | 496 | 405 | 1 899 | 1 318 |
| | 1 907 | 1 883 | 6 103 | 6 404 |
| Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices | 785 | 653 | 2 443 | 894 |
| Provision pour impôts sur les bénéfices | 178 | 129 | 676 | 250 |
| Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales | 607 | 524 | 1 767 | 644 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales | 23 | 23 | 69 | 69 |
| Revenu net | 584 | 501 | 1 698 | 575 |
| Dividendes sur actions privilégiées | 19 | 21 | 61 | 66 |
| Revenu net applicable aux actions ordinaires | 565 \$ | 480 \$ | 1 637 \$ | 509 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) | | | | |
| De base | 653,1 | 651,3 | 654,9 | 648,5 |
| Dilué | 657,4 | 655,3 | 659,7 | 652,4 |
| Revenu par action ordinaire | | | | |
| De base | 0,87 \$ | 0,74 \$ | 2,50 \$ | 0,78 \$ |
| Dilué | 0,86 | 0,73 | 2,48 | 0,78 |

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES (non vérifié)

| (en millions de dollars) | Neuf mois terminés les | |
|---|------------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Actions privilégiées | | |
| Solde au début de la période | 1 535 \$ | 1 485 \$ |
| Gain (perte) de change sur les actions émises en une monnaie étrangère | – | (23) |
| Produit tiré des émissions d'actions | – | 550 |
| Rachats d'actions (note 5) | (225) | (477) |
| Incidence des actions (acquises) vendues par les Services bancaires en gros (note 1(c)) | (1) | – |
| Solde à la fin de la période | 1 309 | 1 535 |
| Actions ordinaires | | |
| Solde au début de la période | 3 179 | 2 846 |
| Produit tiré des actions émises à l'exercice d'options | 82 | 28 |
| Produit tiré des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes | 96 | 204 |
| Incidence des actions (acquises) vendues par les Services bancaires en gros (note 1(c)) | (74) | – |
| Rachat d'actions ordinaires (note 5) | (38) | – |
| Solde à la fin de la période | 3 245 | 3 078 |
| Surplus d'apport | | |
| Solde au début de la période | 9 | – |
| Charge au titre des options sur actions (note 6) | 8 | 7 |
| Solde à la fin de la période | 17 | 7 |
| Gain ou perte de change | | |
| Solde au début de la période | (130) | 418 |
| Gains (pertes) de change découlant de placements dans des filiales et autres éléments | 171 | (1 044) |
| Gains (pertes) de change découlant des activités de couverture (Provision pour) économie d'impôts sur les bénéfices | (88) | 1 012 |
| | (26) | (306) |
| Solde à la fin de la période | (73) | 80 |
| Bénéfices non répartis | | |
| Solde au début de la période | 8 518 | 8 292 |
| Revenu net | 1 698 | 575 |
| Dividendes sur actions privilégiées | (61) | (66) |
| Dividendes sur actions ordinaires | (655) | (545) |
| Cessation du plan de rémunération à base d'actions | (24) | – |
| Primes versées au rachat d'actions ordinaires (note 5) | (312) | – |
| Divers | 12 | (9) |
| Solde à la fin de la période | 9 176 | 8 247 |
| Total de l'avoir en actions ordinaires | 12 365 | 11 412 |
| Total de l'avoir des actionnaires | 13 674 \$ | 12 947 \$ |

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

| (en millions de dollars) | Trois mois terminés les | | Neuf mois terminés les | |
|---|-------------------------|--------------------|------------------------|--------------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | | | |
| Revenu net | 584 \$ | 501 \$ | 1 698 \$ | 575 \$ |
| Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets | | | | |
| Provision pour (annulation de) pertes sur créances | (17) | 59 | (313) | 269 |
| Coûts de restructuration (contrepassation) | – | 5 | (7) | 98 |
| Amortissement | 70 | 79 | 211 | 227 |
| Amortissement des actifs incorporels | 152 | 186 | 484 | 597 |
| Dépréciation de l'écart d'acquisition | – | – | – | 624 |
| Réduction de valeur des placements dans des coentreprises | – | – | – | 39 |
| Charge au titre des options sur actions | 3 | 2 | 8 | 7 |
| Gains nets sur valeurs du compte de placement | (44) | (18) | (148) | – |
| Variations des actifs et passifs d'exploitation | | | | |
| Impôts sur les bénéfices futurs | (75) | (2) | (149) | (155) |
| Impôts sur les bénéfices exigibles de l'exercice | 118 | 189 | (671) | 603 |
| Intérêts à recevoir et à payer | (161) | 5 | (152) | 127 |
| Valeurs du compte de négociation | (1 505) | (1 484) | (12 812) | (11 605) |
| Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés | 3 264 | 1 131 | 2 288 | (2 028) |
| Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés | (2 629) | (1 887) | (1 444) | 1 455 |
| Divers | (155) | 2 365 | 667 | 3 713 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | (395) | 1 131 | (10 340) | (5 454) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | | |
| Dépôts | (36) | (13 205) | 28 624 | 9 438 |
| Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat | (1 982) | (8 293) | 3 089 | 5 165 |
| Valeurs mobilières vendues à découvert | 2 845 | 358 | 4 067 | 2 625 |
| Émission d'effets et de débentures subordonnés | – | 903 | – | 905 |
| Remboursement d'effets et de débentures subordonnés | (4) | (3) | (156) | (10) |
| Effets et débentures subordonnés (acquis) vendus par les Services bancaires en gros | (32) | – | (67) | – |
| Gain (perte) de change sur les effets et débentures subordonnés émis dans une monnaie étrangère | (23) | (18) | 7 | (95) |
| Actions ordinaires émises à l'exercice d'options | 11 | 7 | 82 | 28 |
| Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes | 9 | 71 | 96 | 204 |
| Actions ordinaires (acquises) vendues par les Services bancaires en gros | (46) | – | (74) | – |
| Rachat d'actions ordinaires | (87) | – | (350) | – |
| Actions privilégiées (acquises) vendues par les Services bancaires en gros | 8 | – | (1) | – |
| Émission d'actions privilégiées | – | – | – | 550 |
| Rachat d'actions privilégiées | (225) | (251) | (225) | (477) |
| Dividendes versés sur – actions privilégiées | (19) | (21) | (61) | (66) |
| – actions ordinaires | (222) | (183) | (655) | (545) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | 197 | (20 635) | 34 376 | 17 722 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts | (481) | (677) | (2 149) | (1 629) |
| Variation des valeurs du compte de placement | | | | |
| Achats | (11 415) | (2 161) | (26 914) | (18 586) |
| Produit tiré des échéances | 991 | 2 101 | 2 920 | 5 318 |
| Produit tiré des ventes | 9 263 | 2 507 | 15 264 | 13 711 |
| Variation des activités de crédit | | | | |
| Montage et acquisitions | (20 460) | (58 103) | (64 072) | (118 251) |
| Produit tiré des échéances | 16 648 | 56 214 | 52 716 | 113 356 |
| Produit tiré des ventes | 913 | 402 | 3 046 | 799 |
| Produit tiré des titrisations de prêts | 1 426 | 3 721 | 3 459 | 6 376 |
| Terrains, constructions, matériel et mobilier | 61 | (43) | (15) | (36) |
| Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension | 3 581 | 15 754 | (7 926) | (13,583) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | 527 | 19 715 | (23 671) | (12 525) |
| Incidence des variations du taux de change sur les espèces et quasi-espèces | (8) | (21) | 3 | (97) |
| Variations nettes des espèces et quasi-espèces | 321 | 190 | 368 | (354) |
| Espèces et quasi-espèces au début de la période | 1 515 | 1 358 | 1 468 | 1 902 |
| Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques | | | | |
| | 1 836 \$ | 1 548 \$ | 1 836 \$ | 1 548 \$ |
| Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie | | | | |
| Montant des intérêts payés au cours de la période | 1 351 \$ | 1 529 \$ | 4 035 \$ | 4 469 \$ |
| Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période | 329 | 77 | 1,484 | 205 |
| Dividendes par action ordinaire | 0,34 \$ | 0,28 \$ | 1,00 \$ | 0,84 \$ |

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003, à l'exception des éléments décrits à la note 1. Les états financiers intermédiaires consolidés contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires pour une présentation fidèle des résultats pour la période présentée.

Note 1 : Modifications de conventions comptables

a) Relations de couverture

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté prospectivement la note d'orientation concernant la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) relative aux relations de couverture. Cette note d'orientation établit les conditions à réunir pour pouvoir appliquer la comptabilité de couverture aux instruments dérivés. La note d'orientation traite particulièrement de l'identification, de la désignation, de la documentation et de l'efficacité des relations de couverture aux fins de l'application de la comptabilité de couverture et de la cessation de la comptabilité de couverture.

Les dérivés autres que de négociation de la Banque qui ont été désignés dans le cadre d'une relation de couverture ont été considérés comme efficaces d'après la note d'orientation. Toutefois, les relations de couverture inefficaces et les couvertures qui n'ont pas été désignées dans le cadre d'une relation de couverture ont été comptabilisées à la juste valeur et entraîneront une volatilité des revenus. L'incidence sur les résultats des dérivés non admissibles à l'application de la comptabilité de couverture correspond à une perte de 26 millions de dollars après impôts et taxes pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004.

Depuis l'adoption de la note d'orientation, le portefeuille de swaps de défauts de crédit de la Banque, dont la valeur nominale au 1^{er} novembre 2003 était de 4 milliards de dollars, n'est plus admissible à la comptabilité de couverture et est comptabilisé à la juste valeur. La perte transitoire de 32 millions de dollars en découlant a été reportée et sera constatée dans les résultats de la même période que les gains, pertes, revenus ou charges connexes liés à l'élément couvert à l'origine.

En outre, en date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a modifié sa convention comptable relativement aux engagements de taux d'intérêt pour les comptabiliser à la juste valeur. Les couvertures sur les engagements de taux d'intérêt sont également comptabilisées à la juste valeur. Le coût initial d'engagement, déduction faite des remboursements, est reporté et amorti sur la durée de vie de l'hypothèque sous-jacente. La Banque ne prévoit pas de volatilité des revenus découlant de cette modification de convention comptable.

b) Contrats de dépôt indexés sur actions

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA relative aux contrats de dépôt indexés sur actions. Cette note d'orientation touche certaines obligations de la Banque en matière de dépôt qui varient selon le rendement de certains placements en

actions ou indices boursiers, qui pourraient être assujetties à un montant minimum de rachat garanti et qui intègrent un dérivé. Par conséquent, la Banque comptabilise les dérivés intégrés dans ces obligations de verser un montant variable à la juste valeur en constatant dans les résultats les variations de la juste valeur au fur et à mesure qu'elles se produisent. Un ajustement transitoire de 103 millions de dollars a été entièrement radié par la constatation de la juste valeur des dérivés utilisés pour couvrir le dérivé intégré dans le contrat de dépôt indexé sur actions. La Banque ne prévoit aucune volatilité future des revenus comme conséquence de cette modification comptable étant donné que la couverture des dérivés intégrés est efficace.

c) Principes comptables généralement reconnus

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la nouvelle norme comptable de l'ICCA relativement aux principes comptables généralement reconnus. Cette nouvelle norme comptable établit des normes pour la présentation de l'information financière, décrit ce que sont les principes comptables généralement reconnus du Canada et indique quelles sont les sources de ces principes. La norme donne également des indications sur les sources à consulter au moment du choix des conventions comptables et de la détermination des informations à fournir dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des principes comptables généralement reconnus. La nouvelle norme comptable a fait en sorte que les actions détenues par la Banque comme couvertures économiques dans le portefeuille de négociation, auparavant présentées comme actifs détenus à des fins de négociation, ont été reclassées comme déduction de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, la Banque a déduit 75 millions de dollars de l'avoir relativement aux actions détenues par les Services bancaires en gros. L'incidence de cette modification n'est pas importante pour les états consolidés intermédiaires des résultats.

d) Dépréciations d'actifs à long terme

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la norme comptable de l'ICCA portant sur les dépréciations d'actifs à long terme. Cette nouvelle norme exige que la dépréciation soit mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur. D'après la nouvelle norme, aucun actif à long terme de la Banque n'a subi de dépréciation.

Note 2 : Provision globale pour pertes sur créances

La provision globale pour pertes sur créances de la Banque aux 31 juillet 2004 et 2003 est présentée dans le tableau ci-après.

| (en millions de dollars) | 31 juillet 2004 | | | | 31 juillet 2003 | | | |
|---|------------------------------|----------------------------|-------------------------------|-----------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------------|-----------------|
| | Provision globale spécifique | Provision globale générale | Provision globale sectorielle | Total | Provision globale spécifique | Provision globale générale | Provision globale sectorielle | Total |
| Solde au début de l'exercice | 487 \$ | 984 \$ | 541 \$ | 2 012 \$ | 1 074 \$ | 1 141 \$ | 1 285 \$ | 3 500 \$ |
| Provision pour (annulation de) pertes sur créances | 254 | (67) | (500) | (313) | 309 | – | (40) | 269 |
| Transfert de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique | 5 | – | (5) | – | 501 | – | (501) | – |
| Radiations ¹ | (555) | – | – | (555) | (1 175) | – | – | (1 175) |
| Recouvrements | 93 | – | 138 | 231 | 91 | – | 37 | 128 |
| Divers, y compris les variations du taux de change | 8 | – | (14) | (6) | (91) | – | (83) | (174) |
| Provision globale pour pertes sur créances à la fin de la période | 292 \$ | 917 \$ | 160 \$ | 1 369 \$ | 709 \$ | 1 141 \$ | 698 \$ | 2 548 \$ |

¹ Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, aucune radiation n'a été effectuée à l'égard des prêts restructurés (24 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003).

Note 3 : Titrisations de prêts

Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque pour les trois mois terminés les 31 juillet 2004 et 2003. Dans la

plupart des cas, la Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés.

| (en millions de dollars) | 31 juillet 2004 | | | 31 juillet 2003 | | |
|---|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|
| | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts sur cartes de crédit | Prêts hypothécaires commerciaux | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts sur cartes de crédit | Prêts hypothécaires commerciaux ¹ |
| Produit tiré des nouvelles titrisations | 1 663 \$ | 1 300 \$ | – \$ | 2 339 \$ | 1 500 \$ | 294 \$ |
| Droits conservés visant les intérêts excédentaires futurs | 36 | 24 | – | 75 | 27 | – |
| Gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges ² | – | 22 | – | 47 | 18 | 14 |
| Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés | 40 | – | 2 | 21 | – | – |

¹ La Banque a conservé les droits visant les intérêts excédentaires futurs, les tranches de titres subordonnés et un compte de réserve au comptant à l'égard de prêts hypothécaires commerciaux titrisés de 9 millions de dollars.

² Pour ce qui est des prêts à terme (prêts hypothécaires résidentiels et prêts hypothécaires commerciaux), le gain à la vente est présenté avant les incidences des couvertures sur les actifs vendus.

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits vendus et conservés sont présentées dans le tableau suivant.

| | 31 juillet 2004 | | | 31 juillet 2003 | | |
|---|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts sur cartes de crédit | Prêts hypothécaires commerciaux | Prêts hypothécaires résidentiels | Prêts sur cartes de crédit | Prêts hypothécaires commerciaux |
| Taux de remboursement anticipé ¹ | 20,0 % | 39,4 % | – % | 20,0 % | 36,5 % | 5,0 % |
| Rendement à répartir ² | 0,7 | 12,2 | – | 1,1 | 11,6 | – |
| Taux d'actualisation | 5,4 | 4,4 | – | 6,4 | 3,9 | 4,8 |
| Pertes sur créances prévues ³ | – | 3,2 | – | – | 3,3 | 0,1 |

¹ Représente le taux de remboursement mensuel pour les prêts sur cartes de crédit.
² Le rendement à répartir au titre des prêts sur cartes de crédit reflète le rendement net du portefeuille qui correspond aux intérêts gagnés moins les coûts de financement et les pertes.

³ Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels, car ils sont garantis par le gouvernement.

Au cours du troisième trimestre de 2004, il y a eu des échéances de prêts et de créances précédemment titrisés de 1 537 millions de dollars (412 millions de dollars au troisième trimestre de 2003).

Ainsi, le produit net tiré des titrisations de prêts s'est établi à 1 426 millions de dollars (3 721 millions de dollars au troisième trimestre de 2003).

Note 4 : Effets et débetures subordonnés

Le 15 décembre 2003, la Banque a remboursé 150 millions de dollars des débetures subordonnées à 8,0 % arrivées à échéance.

En outre, de janvier 2004 à juillet 2004, la Banque a remboursé à l'échéance 6 millions de dollars de débetures, assorties de divers taux d'intérêt.

Note 5 : Capital social

| (en milliers d'actions) | 31 juillet 2004 | 31 octobre 2003 |
|---|--------------------|--------------------|
| Actions privilégiées ¹ émises par la Banque : | | |
| Catégorie A – série H | – | 9 000 |
| Catégorie A – série I | 16 | 16 |
| Catégorie A – série J | 16 375 | 16 384 |
| Catégorie A – série M | 14 000 | 14 000 |
| Catégorie A – série N | 8 000 | 8 000 |
| Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD : | | |
| Série A | 350 | 350 |
| Actions ordinaires ² – en circulation | 652 960 | 656 261 |
| Options sur actions ordinaires – en cours | 22 696 | 24 380 |

¹ 9 actions privilégiées détenues par des filiales de la Banque ont été déduites du capital social et 341 actions privilégiées ont été vendues au cours du trimestre.

² 1 735 actions ordinaires détenues par des filiales de la Banque ont été déduites du capital social et 1 005 actions ordinaires ont été acquises au cours du trimestre.

Le 2 mars 2004, la Banque a entrepris de faire une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, en vigueur pour une période maximale de un an, afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à dix millions d'actions ordinaires, représentant environ 1,5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. Une copie de l'avis d'offre publique de rachat peut être obtenue, sans frais, en communiquant avec le Service de relations avec les actionnaires, aux coordonnées mentionnées à la page 24 du présent rapport. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2004, 7,6 millions d'actions ont été rachetées à un coût de 350 millions de dollars.

Le 3 mai 2004, la Banque a racheté et annulé toutes les actions privilégiées de premier rang de catégorie A en circulation, série H, au prix de 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés de 0,014589 \$ par action pour la période de trois jours terminée le 3 mai 2004.

Note 6 : Rémunération à base d'actions

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004, la Banque a constaté à l'état consolidé intermédiaire des résultats une charge de rémunération de 8 millions de dollars au titre des options sur actions attribuées. La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes à l'aide des

hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 4,10 %, durée prévue des options de 5 ans, volatilité prévue de 27,6 % et rendement boursier prévu de 2,93 %. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2004, 2,4 millions d'options ont été attribuées à une juste valeur moyenne pondérée de 9,26 \$ l'option.

Note 7 : Avantages sociaux futurs

Les charges liées au principal régime de retraite et au régime d'avantages complémentaires de retraite de la Banque sont comme suit :

Charge de retraite liée au principal régime de retraite

| (en millions de dollars) | <i>Trois mois terminés les</i> | | <i>Neuf mois terminés les</i> | |
|---|--------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises | 8 \$ | 8 \$ | 29 \$ | 23 \$ |
| Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées | 23 | 23 | 70 | 68 |
| Rendement prévu des actifs du régime | (25) | (21) | (76) | (64) |
| Amortissement des pertes actuarielles nettes | 4 | 3 | 12 | 9 |
| Amortissement des coûts au titre des services passés | (1) | – | 1 | 1 |
| Total | 9 \$ | 13 \$ | 36 \$ | 37 \$ |

Charge liée au régime d'avantages complémentaires de retraite

| (en millions de dollars) | <i>Trois mois terminés les</i> | | <i>Neuf mois terminés les</i> | |
|---|--------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises | 2 \$ | 2 \$ | 7 \$ | 6 \$ |
| Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées | 5 | 4 | 14 | 12 |
| Total | 7 \$ | 6 \$ | 21 \$ | 18 \$ |

Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2004, la Banque a versé des cotisations de respectivement 12 millions de dollars et 33 millions de dollars à son principal régime de retraite (112 millions de dollars et 139 millions de dollars en 2003). Au 31 juillet 2004, la Banque prévoyait verser des cotisations additionnelles de 11 millions de dollars à son principal régime de retraite d'ici la fin de l'exercice. Cependant, le montant futur des cotisations pourrait changer par suite de l'examen par la Banque des niveaux de cotisation actuels

au quatrième trimestre. Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2004, la Banque a versé des cotisations de respectivement 2 millions de dollars et 6 millions de dollars à son régime d'avantages complémentaires de retraite (2 millions de dollars et 5 millions de dollars en 2003). Au 31 juillet 2004, la Banque prévoyait verser des cotisations additionnelles de 2 millions de dollars à son régime d'avantages complémentaires de retraite d'ici la fin de l'exercice.

Note 8 : Revenu par action ordinaire

| (en millions de dollars) | <i>Trois mois terminés les</i> | | <i>Neuf mois terminés les</i> | |
|--|--------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| Revenu de base par action ordinaire | | | | |
| Revenu net | 584 \$ | 501 \$ | 1 698 \$ | 575 \$ |
| Dividendes sur actions privilégiées | 19 | 21 | 61 | 66 |
| Revenu net applicable aux actions ordinaires | 565 | 480 | 1 637 | 509 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) | 653,1 | 651,3 | 654,9 | 648,5 |
| Revenu de base par action ordinaire | 0,87 \$ | 0,74 \$ | 2,50 \$ | 0,78 \$ |
| Revenu dilué par action ordinaire | | | | |
| Revenu net applicable aux actions ordinaires | 565 \$ | 480 \$ | 1 637 \$ | 509 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) | 653,1 | 651,3 | 654,9 | 648,5 |
| Options sur actions potentiellement exerçables comme déterminé selon la méthode du rachat d'actions ¹ | 4,3 | 4,0 | 4,8 | 3,9 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué | 657,4 | 655,3 | 659,7 | 652,4 |
| Revenu dilué par action ordinaire | 0,86 \$ | 0,73 \$ | 2,48 \$ | 0,78 \$ |

¹ Pour le troisième trimestre de 2004, toutes les options en cours ont été incluses dans le calcul du revenu dilué par action ordinaire, car le prix d'exercice des options était inférieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour le troisième trimestre de 2003, le calcul du revenu dilué par action ordinaire ne tenait pas compte de la moyenne pondérée des options en cours de 12 096 010 à un prix d'exercice pondéré de 38,99 \$, car le prix d'exercice des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

Note 9 : Informations sectorielles

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 juillet 2004 et 2003 sont présentés dans les tableaux suivants.

Résultats par secteur d'activité

| (en millions de dollars) | Services bancaires personnels et commerciaux | | Services bancaires en gros ^{1,2} | | Gestion de patrimoine | | Siège social ^{1,2} | | Total | |
|---|--|-----------------|---|-----------------|-----------------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| <i>Pour les trois mois terminés les</i> | | | | | | | | | | |
| Revenu d'intérêts net | 1 042 \$ | 1 031 \$ | 422 \$ | 343 \$ | 131 \$ | 113 \$ | (108) \$ | (85) \$ | 1 487 \$ | 1 402 \$ |
| Provision pour (annulation de) pertes sur créances | 92 | 105 | 12 | 3 | – | – | (121) | (49) | (17) | 59 |
| Autres revenus | 537 | 466 | 118 | 139 | 489 | 501 | 44 | 87 | 1 188 | 1 193 |
| Frais autres que d'intérêts avant amortissement des actifs incorporels | 913 | 873 | 340 | 307 | 502 | 495 | – | 22 | 1 755 | 1 697 |
| Revenu avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle | 574 | 519 | 188 | 172 | 118 | 119 | 57 | 29 | 937 | 839 |
| Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices | 193 | 184 | 55 | 62 | 38 | 37 | (55) | (87) | 231 | 196 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales | – | – | – | – | – | – | 23 | 23 | 23 | 23 |
| Revenu net avant amortissement des actifs incorporels | 381 \$ | 335 \$ | 133 \$ | 110 \$ | 80 \$ | 82 \$ | 89 \$ | 93 \$ | 683 \$ | 620 \$ |
| Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices | | | | | | | | | 99 | 119 |
| Revenu net comme présenté | | | | | | | | | 584 \$ | 501 \$ |
| Total de l'actif (<i>en milliards de dollars</i>) | 121,0 \$ | 113,3 \$ | 148,3 \$ | 149,8 \$ | 25,1 \$ | 20,4 \$ | 14,8 \$ | 18,7 \$ | 309,2 \$ | 302,2 \$ |
| – bilan | 29,4 | 24,3 | – | 0,1 | – | – | (10,4) | (5,9) | 19,0 | 18,5 |
| – titrisé | | | | | | | | | | |

| (en millions de dollars) | Services bancaires personnels et commerciaux | | Services bancaires en gros ^{1,2} | | Gestion de patrimoine | | Siège social ^{1,2} | | Total | |
|---|--|-----------------|---|-----------------|-----------------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 | 31 juillet 2004 | 31 juillet 2003 |
| <i>Pour les neuf mois terminés les</i> | | | | | | | | | | |
| Revenu d'intérêts net | 3 091 \$ | 3 062 \$ | 1 247 \$ | 1 004 \$ | 374 \$ | 314 \$ | (262) \$ | (143) \$ | 4 450 \$ | 4 237 \$ |
| Provision pour (annulation de) pertes sur créances | 285 | 332 | 29 | 7 | – | – | (627) | (70) | (313) | 269 |
| Autres revenus | 1 543 | 1 328 | 500 | 551 | 1 629 | 1 357 | 111 | 94 | 3 783 | 3 330 |
| Frais autres que d'intérêts avant amortissement des actifs incorporels | 2 706 | 2 590 | 1 028 | 1 366 | 1 545 | 1 761 | 340 | 90 | 5 619 | 5 807 |
| Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle | 1 643 | 1 468 | 690 | 182 | 458 | (90) | 136 | (69) | 2 927 | 1 491 |
| Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices | 546 | 518 | 209 | 48 | 157 | 89 | (137) | (187) | 775 | 468 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales | – | – | – | – | – | – | 69 | 69 | 69 | 69 |
| Revenu net (perte nette) avant amortissement des actifs incorporels | 1 097 \$ | 950 \$ | 481 \$ | 134 \$ | 301 \$ | (179) \$ | 204 \$ | 49 \$ | 2 083 \$ | 954 \$ |
| Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices | | | | | | | | | 385 | 379 |
| Revenu net comme présenté | | | | | | | | | 1 698 \$ | 575 \$ |

¹ Les résultats des secteurs Services bancaires en gros et Siège social ont été retraités afin de tenir compte du transfert au secteur Siège social du portefeuille de prêts secondaires.

² Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté dans les résultats du secteur Services bancaires en gros et éliminé du secteur Siège social.

Note 10 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les conventions comptables suivies par la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada, sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Les principaux écarts entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis sont décrits dans le rapport annuel de 2003 de la Banque et leur incidence est présentée en détail ci-dessous.

Revenu net

Pour les neuf mois terminés les 31 juillet

| (en millions de dollars) | 2004 | 2003 |
|---|-----------------|---------|
| Revenu net selon les PCGR du Canada | 1 698 \$ | 575 \$ |
| Avantages sociaux futurs | (2) | (5) |
| Coûts de restructuration | – | (10) |
| Entités à détenteurs de droits variables | (9) | (8) |
| Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD | (19) | (17) |
| Valeurs mobilières disponibles aux fins de vente | 1 | 88 |
| Instruments dérivés et activités de couverture | (81) | (19) |
| Garanties | (11) | (8) |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | (3) | – |
| Divers | (5) | – |
| Revenu net selon les PCGR des États-Unis | 1 569 | 596 |
| Dividendes sur actions privilégiées | 42 | 49 |
| Revenu net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR des États-Unis | 1 527 \$ | 547 \$ |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) | | |
| De base – PCGR des États-Unis | 648,9 | 648,5 |
| – PCGR du Canada | 654,9 | 648,5 |
| Dilué – PCGR des États-Unis | 653,7 | 652,4 |
| – PCGR du Canada | 659,7 | 652,4 |
| Revenu de base par action ordinaire – PCGR des États-Unis | 2,35 \$ | 0,84 \$ |
| – PCGR du Canada | 2,50 | 0,78 |
| Revenu dilué par action ordinaire – PCGR des États-Unis | 2,34 \$ | 0,84 \$ |
| – PCGR du Canada | 2,48 | 0,78 |

État consolidé intermédiaire du résultat global

Pour les neuf mois terminés les 31 juillet

| (en millions de dollars) | 2004 | 2003 |
|---|-----------------|--------|
| Revenu net selon les PCGR des États-Unis | 1 569 \$ | 596 \$ |
| Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur les bénéfices | | |
| Variation nette des gains et pertes non matérialisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente | (119) | 117 |
| Reclassement dans les résultats des valeurs mobilières disponibles aux fins de vente | 5 | (84) |
| Variation des gains et pertes non matérialisés à la conversion de monnaies étrangères | 57 | (338) |
| Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie | (178) | 96 |
| Reclassement dans les résultats des gains et pertes sur les couvertures de flux de trésorerie | 22 | 50 |
| Résultat global | 1 356 \$ | 437 \$ |

Bilan consolidé intermédiaire condensé

Aux 31 juillet

(en millions de dollars)

| | 2004 | | | 2003 | | |
|--|-------------------|-----------------|---------------------|-------------------|------------------|---------------------|
| | PCGR du Canada | Rajustements | PCGR des États-Unis | PCGR du Canada | Rajustements | PCGR des États-Unis |
| Actif | | | | | | |
| Liquidités et autres | 10 236 \$ | – \$ | 10 236 \$ | 7 813 \$ | – \$ | 7 813 \$ |
| Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension | 25 401 | – | 25 401 | 26 643 | – | 26 643 |
| Valeurs mobilières | 101 355 | 1 814 | 103 169 | 93 359 | 1 769 | 95 128 |
| Prêts, montant net | 123 222 | 5 881 | 129 103 | 120 078 | 4 895 | 124 973 |
| Réévaluation des instruments dérivés à la valeur du marché | 26 163 | 1 469 | 27 632 | 27 767 | 3 437 | 31 204 |
| Autres actifs | 22 816 | 160 | 22 976 | 26 555 | 113 | 26 668 |
| Total de l'actif | 309 193 \$ | 9 324 \$ | 318 517 \$ | 302 215 \$ | 10 214 \$ | 312 429 \$ |
| Passif | | | | | | |
| Dépôts | 211 504 \$ | 350 \$ | 211 854 \$ | 198 628 \$ | – \$ | 198 628 \$ |
| Réévaluation des instruments dérivés à la valeur du marché | 26 556 | 1 113 | 27 669 | 27 409 | 4 212 | 31 621 |
| Autres passifs | 50 538 | 2 227 | 52 765 | 56 838 | 696 | 57 534 |
| Effets subordonnés et autres | 5 671 | 5 921 | 11 592 | 5 143 | 4 749 | 9 892 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 1 250 | 10 | 1 260 | 1 250 | 350 | 1 600 |
| Total du passif | 295 519 | 9 621 | 305 140 | 289 268 | 10 007 | 299 275 |
| Avoir des actionnaires | | | | | | |
| Actions privilégiées | 1 309 | (350) | 959 | 1 535 | (350) | 1 185 |
| Actions ordinaires | 3 245 | (204) | 3 041 | 3 078 | 13 | 3 091 |
| Surplus d'apport | 17 | 3 | 20 | 7 | 26 | 33 |
| Gain ou perte de change | (73) | 117 | 44 | 80 | (36) | 44 |
| Bénéfices non répartis | 9 176 | 138 | 9 314 | 8 247 | 177 | 8 424 |
| Autres éléments du résultat global cumulés | – | (1) | (1) | – | 377 | 377 |
| Total de l'avoir des actionnaires | 13 674 | (297) | 13 377 | 12 947 | 207 | 13 154 |
| Total du passif et de l'avoir des actionnaires | 309 193 \$ | 9 324 \$ | 318 517 \$ | 302 215 \$ | 10 214 \$ | 312 429 \$ |

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En date du 31 janvier 2004, la Banque a adopté de façon prospective l'interprétation américaine sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables. En vertu de cette interprétation, la Banque doit identifier les entités à détenteurs de droits variables dans lesquelles elle détient un droit, déterminer si elle en est le principal bénéficiaire et, le cas échéant, les consolider.

Par suite de cette interprétation, la Banque a consolidé 6 milliards de dollars d'actifs au 31 juillet 2004. Ce rajustement se rapportait surtout à des conduits à plusieurs vendeurs en vertu desquels la Banque aide les clients à titriser leurs actifs financiers par l'entremise d'entités à détenteurs de droits variables dont elle assure la gestion. La Banque a consolidé ces entités étant donné qu'elle absorbe la majorité de leurs pertes prévues par la fourniture de liquidités, l'amélioration des termes de crédit et la conclusion de swaps ainsi que par la variabilité de certains honoraires touchés. Les créanciers ont un recours à l'égard de tous les actifs des entités à détenteurs de droits variables, mais ils n'en ont pas à l'égard du crédit général de la Banque. L'incidence de ce rajustement sur le revenu net a été négligeable.

La Banque détient aussi d'importants droits variables dans certaines entités à détenteurs de droits variables dont elle n'est pas considérée comme le principal bénéficiaire. Le premier de ces droits est dans

un conduit à plusieurs vendeurs que la Banque a créé au cours de l'exercice 1999 au moyen d'actifs de 3 milliards de dollars. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, l'exposition maximale éventuelle de la Banque pour ce conduit était de 3 milliards de dollars au 31 juillet 2004 (se limitant à la fourniture de facilités de trésorerie uniquement disponibles en cas d'anomalie générale du marché).

Le deuxième de ces droits est dans un conduit à vendeur exclusif que la Banque a créé au cours de l'exercice 2000 au moyen d'actifs de 3 milliards de dollars. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, l'exposition maximale éventuelle de la Banque pour ce conduit était de 3 milliards de dollars au 31 juillet 2004 (se limitant à la fourniture de facilités de trésorerie uniquement disponibles en cas d'anomalie générale du marché).

La Banque conclut également des opérations structurées pour le compte de clients. Depuis l'exercice 2001, la Banque vend des actifs de négociation à certains conduits à plusieurs vendeurs gérés par des tiers afin d'obtenir des fonds de manière économique ainsi qu'afin de gérer son capital réglementaire. Dans le cadre des opérations, la Banque maintient son exposition à l'égard des actifs au moyen de contrats de dérivés exécutés avec les conduits. L'exposition maximale de la Banque pour l'entité est limitée à la valeur nominale de 3 milliards de dollars des actifs précis vendus.

Note 11 : Passif éventuel et engagements

a) Au cours du deuxième trimestre de 2004, la Banque a ajouté 300 millions de dollars à ses réserves pour litiges éventuels. La Banque est partie à certaines actions relatives à Enron. Plusieurs de ces actions sont à des étapes préparatoires et, compte tenu de l'ampleur des réclamations, il y a un risque additionnel de pertes. La Banque surveillera de près sa position au fur et à mesure de l'évolution des actions. En outre, la Banque et ses filiales sont parties à diverses poursuites découlant du cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées à des prêts.

b) Au cours du trimestre, la Banque a conclu avec un tiers une entente en vertu de laquelle le tiers assurera l'exploitation du réseau de guichets automatiques de la Banque pour une période de sept ans à un coût projeté total de 424 millions de dollars. Les engagements minimums futurs au titre du contrat de location-acquisition des guichets automatiques s'établiront à 18 millions de dollars pour 2005, 12 millions de dollars pour 2006, 12 millions de dollars pour 2007, 11 millions de dollars pour 2008, 10 millions de dollars pour 2009 et 17 millions de dollars pour 2010 et par la suite.

Note 12 : Futures modifications comptables**Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

Le Conseil des normes comptables de l'ICCA a publié un projet de modifications à sa note d'orientation concernant la consolidation des entités à détenteurs de droits variables afin d'harmoniser celle-ci avec l'interprétation récemment modifiée du Financial Accounting Standards Board des États-Unis. La note d'orientation modifiée entre en vigueur pour l'exercice 2005 de la Banque. Le texte qui suit résume l'évaluation par la Banque de la principale incidence de l'adoption de la note d'orientation modifiée. La note 10, portant sur le rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis, fournit des informations détaillées sur l'adoption de l'interprétation des États-Unis.

Conduits à vendeur exclusif

La Banque consolidera des actifs titrisés de 300 millions de dollars qu'elle a générés.

Conduits à plusieurs vendeurs

La Banque consolidera des actifs générés par des tiers d'environ 6 milliards de dollars. La Banque poursuit l'étude des solutions de restructuration relativement à ces actifs générés par des tiers.

Structures du capital innovatrices

La Banque cessera de consolider l'une de ses structures du capital innovatrices, soit les titres de la Fiducie de capital TD, série 2012, qui représente 350 millions de dollars du capital de catégorie 1. Bien que la Banque ait le contrôle des voix, elle n'est pas réputée être le principal bénéficiaire en vertu des règles visant les entités à détenteurs de droits variables. Aux fins du capital réglementaire, les structures du capital innovatrices de la Banque bénéficient d'une règle de droit acquis adoptée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, et les ratios de capital de la Banque ne sont pas touchés.

Autres opérations financières

La Banque participe également à d'autres entités ou structures comme des instruments de placement et continue d'évaluer l'incidence de la nouvelle note d'orientation sur ces opérations.

Passifs et capitaux propres

L'ICCA a publié des modifications à sa norme comptable intitulée Instruments financiers – informations à fournir et présentation qui entreront en vigueur pour l'exercice 2005 de la Banque. Par suite de ces modifications, la Banque devra reclasser ses actions privilégiées existantes et son capital de catégorie 1 innovateur à titre de passifs. Par conséquent, les dividendes sur actions privilégiées de la Banque seront présentés comme des frais d'intérêts et les revenus attribuables aux actions ordinaires ne seront pas touchés. Aux fins du capital réglementaire, les instruments de capitaux propres existants de la Banque bénéficient d'une règle de droit acquis adoptée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, et les ratios de capital de la Banque ne sont pas touchés.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

En 2003, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui s'appliquera à la Banque à compter de l'exercice 2005. La norme, qui harmonise les PCGR du Canada avec les PCGR des États-Unis actuels, exige que soit constaté à la juste valeur un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation dans la période au cours de laquelle l'obligation naît.

Comptabilisation pour les services de banque d'affaires

Au cours de 2003, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a modifié sa norme comptable relativement aux filiales afin que ne puisse plus être considérée comme un placement temporaire une entreprise que l'on acquiert dans l'intention manifeste de la céder dans un avenir prévisible. Par conséquent, à compter de l'exercice 2005, la Banque commencera à comptabiliser à la valeur de consolidation les placements détenus dans le portefeuille des services de banque d'affaires s'ils ont une incidence importante. La Banque ne prévoit pas actuellement que cette modification comptable aura une incidence importante sur le revenu net.

Note 13 : Événement postérieur

Le 26 août 2004, la Banque a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant à acquérir 51 % de Banknorth Group Inc. pour une contrepartie totale d'environ 5 milliards de dollars. La contrepartie devrait être réglée à hauteur de 60 % en espèces et à hauteur de 40 % en actions ordinaires de la Banque. Banknorth est une société

ouverte qui a un actif de quelque 38 milliards de dollars. L'acquisition est conditionnelle à l'approbation des autorités de réglementation et des actionnaires de Banknorth. Si l'opération est approuvée, la clôture devrait avoir lieu en février 2005.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Services aux actionnaires

Appeler le Service de relations avec les actionnaires au 416 944-6367 ou sans frais au 1 866 756-8936 ou par courriel : tdshinfo@td.com.

On peut aussi joindre les Services aux actionnaires sans frais au Canada ou aux États-Unis :

1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783).

À Toronto, composer : 416 982-NEWS [416 982-6397].

Internet – site Web : www.td.com

Internet – courrier électronique : customer.service@td.com

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au 416 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust,

24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 866 233-2323

Anglais : 1 866 222-3456

Cantonais/mandarin : 1 800 328-3698

Service téléphonique à l'intention des

malentendants : 1 800 361-1180

Assemblée annuelle

Le mercredi 23 mars 2005

Présentation en direct aux investisseurs : Des états financiers complets et une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 26 août) sont accessibles à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse www.td.com/investor/calendar.jsp.

Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique : Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes est prévue pour le 26 août 2004 à 10 h 30 HAE. La conférence est diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse www.td.com. De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels :

Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible du 27 août au 23 septembre 2004. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le 416 640-1971 à Toronto, mot de passe 21091683 (touche carré).

Logiciel requis pour la diffusion sur le Web : Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site www.real.com.